Burundi : rupture de contrat entre l’opposition et la CENI

PANA, 01 dÃ©cembre 2014 Bujumbura, Burundi - Une "Alliance dÃ©mocratique pour le changement" (ADC) dâ€™une dizaine de partis politiques de lâ€™opposition a annoncÃ©, lundi, son retrait des opÃ©rations dâ€™observation de lâ€™enrÃ´l candidats Ã©lecteurs de 2015 pour protester contre lâ€™"indiffÃ©rence" de la Commission Ã©lectorale nationale indÃ©pendan (CENI) sur un certain nombre dâ€™irrÃ©gularitÃ©s de nature Ã fausser le fichier Ã©lectoral La Ceni est, notamment, accusÃ© fermer les yeux sur la distribution "anarchique" et Ã la "tÃªte du client" par l'administration, des cartes nationales dâ€™identitÃ© donnant accÃ¨s Ã lâ€™enrÃ´lement qui seraient donnÃ©es prioritairement aux candidats Ã©lecteurs de la mouvance prÃ©sidentielle, a dÃ©noncÃ© le prÃ©sident de lâ€™ADC, LÃ©once Ngendakumana, dans une confÃ©rence de presse.

Par ailleurs, les registres dâ€™enregistrement des candidats Ã©lecteurs font lâ€™objet de "manipulations" du fait quâ€™ils so gardÃ©s Ã domicile par les agents recenseurs Ã la fin de la journÃ©e de travail, a-t-il encore indiquÃ©. Lâ€™Adc compte Ã©galement boycotter la rÃ©union dâ€™Ã©valuation que la CENI comptait organiser Ã mi-parcours du recensement Ã©lectora dÃ©butÃ© le 24 novembre pour prendre fin normalement le 7 dÃ©cembre prochain. Le point de rupture arrive aujourdâ€™hui son comble aprÃ¨s dâ€™autres "scÃ¨nes de mÃ©nage" de lâ€™opposition qui avait encore dÃ©noncÃ© avec vÃ©hÃ©mence l place des dÃ©membrements provinciaux et communaux de la CENI, en donnant une part belle aux reprÃ©sentants du parti au pouvoir. L'ADC a toutefois rassurÃ© les siens qu'elle n'entendait pas boycotter les prochaines Ã©lections pour ne pas rÃ©Ã©diter le prÃ©cÃ©dent de 2010 oÃ¹ l'opposition s'Ã©tait retirÃ©e de la course Ã©lectorale pour protester contre des "fraud massives", sans en donner des preuves tangibles Ã ce jour. Les opÃ©rations dâ€™enrÃ´lement sont entrÃ©es, lundi, dans leu seconde et derniÃ¨re semaine sur un bilan mitigÃ© de moins dâ€™un million dâ€™inscrits sur les listes Ã©lectorales alors que Ceni table sur des projections de quelque 4,2 millions de candidats Ã©lecteurs potentiels pour lâ€™annÃ©e 2015.